

Registre des communications de renseignements personnels de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

L'article 67.3 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) oblige les organismes publics à inscrire dans un registre toute communication de renseignements personnels visée aux articles 66, 67, 67.1, 67.2, 68 et 68.1, à l'exception de la communication d'un renseignement personnel requis par une personne ou un organisme pour imputer, au compte d'un membre d'un organisme public, de son conseil d'administration ou de son personnel, un montant dont la loi oblige la retenue ou le versement.

Ce registre comprend les informations suivantes:

- 1° la nature ou le type de renseignement communiqué;
- 2° la personne ou l'organisme qui reçoit cette communication;
- 3° la fin pour laquelle ce renseignement est communiqué et l'indication, le cas échéant, qu'il s'agit d'une communication visée à l'article 70.1;
- 4° la raison justifiant cette communication.

Inscription # 1	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements d'identité (nom, adresse, numéro de téléphone, date de naissance) et, le cas échéant, renseignements relatifs à la situation personnelle, financière ou médicale d'une personne âgée ou handicapée dont la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) estime qu'elle pourrait être en besoin de protection, et ce, tenant compte des éléments portés à sa connaissance dans le cadre d'une enquête relevant de sa compétence d'enquête en vertu de l'article 71 de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>
Personne ou organisme receveur :	Le Curateur public du Québec
Finalité de la communication :	Signalement au Curateur public de tout besoin de protection que la CDPDJ estime être de la compétence de celui-ci, dès qu'elle en a connaissance dans l'exercice de ses fonctions
Raison justificative :	Application de l'article 71 3° de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>

Inscription # 2	
<p>Nature ou type de renseignement communiqué :</p> <p>Personne ou organisme receveur :</p> <p>Finalité de la communication :</p> <p>Raison justificative :</p> <p>Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :</p>	<p>Renseignements d'identité (nom, date de naissance) et, le cas échéant, renseignements relatifs à la situation personnelle, familiale ou scolaire d'un enfant dont la CDPDJ estime que la sécurité ou le développement pourrait être considéré comme compromis, et ce, tenant compte des éléments portés à sa connaissance dans le cadre d'une enquête relevant de sa compétence d'enquête en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i></p> <p>Le directeur de la protection de la jeunesse</p> <p>Signalement par un membre du personnel de la CDPDJ lorsque celui-ci a un motif raisonnable de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est ou peut être considéré comme compromis au sens de l'article 38 ou au sens de l'article 38.1 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i></p> <p>Application de l'article 39 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i></p> <p>Article 67 de la <i>Loi sur l'accès</i></p>
Inscription # 3	
<p>Nature ou type de renseignement communiqué :</p> <p>Personne ou organisme receveur :</p> <p>Finalité de la communication :</p> <p>Raison justificative :</p> <p>Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :</p>	<p>Renseignements fournis par une personne qui porte plainte auprès de la Commission en vertu de l'article 74 de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>, tels des renseignements d'identité (nom, adresse, numéro de téléphone), et, selon la nature de la plainte, des renseignements relatifs à sa situation personnelle, sociale, familiale ou financière, à la santé, à la scolarité ou à la formation, à l'emploi, etc.</p> <p>Personne à qui le président de la CDPDJ confie, sur la base des articles 62, alinéa 2 et 66 de la <i>Charte</i>, le mandat de faire une enquête concernant une situation relevant de la compétence d'enquête de la CDPDJ en vertu de l'article 71</p> <p>Réalisation d'une enquête par une personne qui n'est pas membre du personnel de la CDPDJ, lorsque la situation particulière le requiert</p> <p>Exercice d'un mandat</p> <p>Article 67.2 de la <i>Loi sur l'accès</i></p>

Inscription # 4	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements recueillis dans le cadre d'une enquête concernant une situation relevant de la compétence d'enquête de la CDPDJ en vertu de l'article 71 de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i> ou de l'article 23 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> , et qui varient selon la nature de la plainte ou de la demande, tels des renseignements relatifs à la situation personnelle, sociale, familiale ou financière, à la santé, à la scolarité ou à la formation, à l'emploi, etc. de la personne concernée
Personne ou organisme receveur :	Gardner & Waterhouse Louis Courteau
Finalité de la communication :	Traduction de documents, lorsque cela est requis, tels des rapports d'enquête, décisions ou autres
Raison justificative :	Exécution d'un contrat de service
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67.2 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Inscription # 5	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements (nom, adresse, numéro de téléphone et, si disponible, le nom de l'employeur) concernant une personne impliquée à titre de partie ou de témoin dans le cadre d'une enquête de la CDPDJ en vertu de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i> et, le cas échéant, du processus judiciaire qui s'ensuit
Personne ou organisme receveur :	Gauthier et Martin inc.
Finalité de la communication :	Localisation d'une personne et/ou vérification de sa solvabilité, lorsque cela est requis
Raison justificative :	Obtention de ces renseignements aux fins de la réalisation d'une enquête, de la tenue d'un procès ou de l'exécution d'un jugement
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 66 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Inscription # 6	
<p>Nature ou type de renseignement accessible :</p> <p>Personne ou organisme receveur :</p> <p>Finalité de la communication :</p> <p>Raison justificative :</p> <p>Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :</p>	<p>Renseignements recueillis dans le cadre d'une enquête concernant une situation relevant de la compétence d'enquête de la CDPDJ en vertu de l'article 71 de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i> et de l'article 23 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>, tels des renseignements d'identité (nom, adresse, numéro de téléphone) et, selon la nature de la plainte ou de la demande, des renseignements relatifs à la situation personnelle, sociale, familiale ou financière, à la santé, à la scolarité ou à la formation, à l'emploi, etc. de la personne concernée</p> <p>Groupe Azur</p> <p>Développement du système d'information de gestion pour le traitement des dossiers d'enquête</p> <p>Exécution d'un contrat de service</p> <p>Article 67.2 de la <i>Loi sur l'accès</i></p>

Inscription # 7	
<p>Nature ou type de renseignement communiqué :</p> <p>Personne ou organisme receveur :</p> <p>Finalité de la communication :</p> <p>Raison justificative :</p> <p>Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :</p>	<p>Renseignements d'identité (nom, adresse, numéro d'assurance sociale, date de naissance, état civil), renseignements relatifs à l'emploi (date d'embauche, titre d'emploi, échelon et, le cas échéant, date de départ) et à la rémunération (salaire)</p> <p>Syndicat des employées et des employés de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse</p> <p>Calcul et versement de la cotisation syndicale, information sur la dotation, les mouvements de personnel et les congés</p> <p>Application de la convention collective de travail</p> <p>Article 67.1 de la <i>Loi sur l'accès</i></p>

Inscription # 8	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements d'identité (nom, adresse, numéro de téléphone, NAS), renseignements relatifs à l'emploi (date d'embauche, date de la permanence, ancienneté, historique de carrière)
Personne ou organisme receveur :	Tandem Informatiques inc.
Finalité de la communication :	Soutien technique pour la gestion informatique des dossiers d'employés (entretien et mise à jour du logiciel faits à l'interne)
Raison justificative :	Exécution d'un contrat de service
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67.2 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Inscription # 9	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements d'identité (nom, adresse, date de naissance, NAS), renseignements relatifs à l'emploi (salaire, retenues à la source) et, le cas échéant, renseignements financiers (nom de l'institution financière, numéro de compte bancaire)
Personne ou organisme receveur :	Conseil du trésor - Centre de services partagés du Québec/SAGIP (système automatisé de gestion des informations sur le personnel) - Ministère de la Justice (de manière supplétive, dans des cas particuliers)
Finalité de la communication :	Traitement de la paie des membres du personnel de la CDPDJ (article 63 de la <i>Charte</i>) et de ses membres à temps plein (art. 59 de la <i>Charte</i>)
Raison justificative :	Application de la <i>Loi sur l'administration financière</i>
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Inscription # 10	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements d'identité (nom, adresse, NAS), renseignements relatifs à la réclamation (transport, hébergement, repas ou autre) et, le cas échéant, renseignements financiers (nom de l'institution financière, numéro de compte bancaire)
Personne ou organisme receveur :	Centre de services partagés du Québec - SAGIR (Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources)
Finalité de la communication :	Remboursement des frais encourus par les membres de la CDPDJ et les membres de son personnel dans le cadre de leurs fonctions
Raison justificative :	Exécution d'un contrat de service
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67.2 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Inscription # 11	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements d'identité (nom, adresse et NAS, dans le cas d'une personne physique) et montant dû au fournisseur par la CDPDJ
Personne ou organisme receveur :	Centre de services partagés du Québec - SAGIR (Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources)
Finalité de la communication :	Paiement des sommes dues par la CDPDJ à un fournisseur de biens ou services
Raison justificative :	Exécution d'un contrat de service
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67.2 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Inscription # 12	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements d'identité et, selon la situation en cause, renseignements relatifs à l'emploi, à la formation, à la santé, etc.
Personne ou organisme receveur :	Professionnels ou experts externes
Finalité de la communication :	Obtention de services de nature professionnelle en matière de relations de travail ou d'invalidité, en cas de contestation ou litige
Raison justificative :	Exercice d'un mandat
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67.2 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Inscription # 13	
Nature ou type de renseignement communiqué :	Renseignements relatifs à la situation faisant l'objet d'une réclamation auprès de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, le cas échéant
Personne ou organisme receveur :	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Finalité de la communication :	Traitement d'une réclamation ou d'une demande en vertu de la <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i>
Raison justificative :	Application de <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i>
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Inscription # 14	
Nature ou type de renseignement accessible :	Accès aux systèmes informatiques et aux bases de données dans le cadre de l'entretien et de la mise à jour des systèmes informatiques de la CDPDJ
Personne ou organisme receveur :	Ace Technologies inc.
Finalité de la communication :	Soutien technique, sur demande, pour l'entretien et la mise à jour des systèmes informatiques de la CDPDJ
Raison justificative :	Exécution d'un contrat de service
Référence à la <i>Loi sur l'accès</i> :	Article 67.2 de la <i>Loi sur l'accès</i>

Novembre 2009